

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ALLIANZ BANQUE

Société anonyme au capital de 92 252 768,19 €
Siège social : 1, cours Michelet, 92800 Puteaux
572 199 461 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 18 mai 2017.

I. — Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisses, Banques centrales		97 982	21 681
Effets publics et valeurs assimilées	1	69 225	41 245
Créances sur les établissements de crédit	2	91 231	95 858
Opérations avec la clientèle	3	847 461	850 627
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	50 432	323 350
Actions et autres titres à revenu variable	5	1 144	2 105
Participations et autres titres détenus à long terme	6	647	687
Parts dans les entreprises liées	6	3	3
Immobilisations incorporelles	7	0	0
Immobilisations corporelles	7	194	262
Autres actifs	8	44 081	40 162
Comptes de régularisation	9	15 699	21 914
Total		1 218 099	1 397 894

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	14 043	13 385
Opérations avec la clientèle	11	521 212	548 070
Dettes représentées par un titre	12	522 499	670 321
Autres passifs	13	14 481	16 521
Comptes de régularisation	14	13 165	12 710
Provisions	15	14 241	16 535
Capitaux propres hors FRBG	16	118 458	120 352
- Capital souscrit		92 253	92 253
- Primes d'émission		259	259
- Réserves		20 376	20 376
- Provisions réglementées		92	92
- Report à nouveau		189	140
- Résultat de l'exercice		5 289	7 232
Total		1 218 099	1 397 894

Hors-bilan au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés	18	77 813	178 545
Engagements de financement		66 945	78 430

Engagements de garantie		10 868	100 115
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus	18	30 758	56 322
Engagements de financement		30 222	55 564
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		536	758
Instruments financiers à terme	19	856 950	950 950

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés	21	38 646	43 816
Intérêts et charges assimilées	21	-15 559	-16 079
Revenus des titres à revenu variable	22	43	123
Commissions (produits)	23	28 728	16 349
Commissions (charges)	23	-13 061	-13 305
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	24	-1 133	-446
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	25	651	-2 391
Autres produits d'exploitation bancaire	26	5 455	5 275
Autres charges d'exploitation bancaire	26	-11 055	-666
Produit net bancaire		32 715	32 676
Charges générales d'exploitation	27	-23 234	-22 063
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	7	-65	-75
Résultat brut d'exploitation		9 416	10 538
Coût du risque	28	-10	200
Résultat d'exploitation		9 406	10 738
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-6	275
Résultat courant avant impôt		9 400	11 013
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	29	-4 111	-3 781
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		5 289	7 232

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil sur la gestion de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que le rapport général des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission vérification et de contrôle au cours de cet exercice, décide, sur proposition du Conseil, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2016 s'élevant à 5.289.119,54 euros de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice, soit	5 289 119,54 euros
- à titre de dividende aux associés	5 162 563,67 euros

- soit 0,23 euro par action composant le capital social, ce dividende, éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts, sera mis en paiement le 31 mai 2017, constate que le solde du bénéfice de l'exercice, soit 126 555,87 euros, serait affecté en totalité au compte « Report à nouveau », rappelle que conformément à l'article L.136-7 du Code de la sécurité sociale, ce dividende supportera le paiement à la source des prélèvements sociaux s'élevant à 15,5 % et en application des dispositions de l'article 158-3 2° du Code général des impôts, ce dividende serait éligible à un abattement de 40 % pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Conformément à la législation en vigueur, ces dividendes supporteraient le paiement à la source d'un prélèvement forfaitaire non libératoire s'élevant à 21 %, sauf transmission à l'établissement payeur dans les délais et conditions prévus par les articles 117 quater et 242 quater du Code général des impôts d'une attestation sur l'honneur faisant état d'un revenu fiscal de référence de l'avant dernière année inférieur à 50 000 euros (pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou à 75 000 euros (pour les contribuables soumis à une imposition commune), et des prélèvements sociaux s'élevant à 15,5 %, prend acte, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que le montant des dividendes payés au titre des trois derniers exercices et le régime fiscal correspondant sont les suivants :

Année de paiement	2014	2015	2016
Montant du dividende par action	0,44 €	0,21 €	0,32 €
Montant de la distribution	9 876 208,76 €	4 713 645,09 €	7 182 697,28 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux comptes du 31 décembre 2016

1. Référentiel organisationnel et comptable

1. Faits marquants de l'exercice

Allianz Banque a poursuivi sa stratégie d'Assur banquier au service du développement d'Allianz. Les services relatifs à la gestion des allocations des contrats d'assurance vie en unités de compte ont continué à fortement progresser. Les crédits immobiliers patrimoniaux pleinement mis en œuvre en 2014 ont représenté une part importante de la production de crédit. L'année 2016 est également marquée par la fin effective d'activité en run-off avec l'échéance de la dernière garantie octroyée à un fonds à formule, la cession des crédits à la consommation gérés par la SEP Baco désormais dissoute, la cession du titre Lehman ayant généré un résultat net de 1,7 M€.

Le résultat de 5,3 M € intègre une variation positive de 2,4 M € des valorisations de swaps classés en portefeuille trading mais dont l'objectif économique est la réduction du risque de taux, d'un résultat positif de 1,7 M€ conséquence de la cession de l'acquisition des actions Visa Europe par Visa Inc. Il intègre également les coûts induits par les obligations réglementaires Eckert et Emir pour un montant de 1M€.

2. Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à la publication des comptes individuels annuels des Etablissements de Crédit.

3. Principes généraux et méthodes d'évaluation

— Principes généraux

Les comptes d'Allianz Banque sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement de l'ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 et le règlement ANC N° 2014-03.

— Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'a eu lieu en 2016.

— Options et méthodes d'évaluation

– Immobilisations corporelles et incorporelles (hors fonds de commerce)

Les immobilisations acquises pour compte propre sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les coûts significatifs liés aux développements informatiques de sites Internet et des systèmes d'information environnants sont immobilisés comme des logiciels lorsqu'ils répondent aux normes énoncées par le CNC.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des actifs concernés :

- Agencements, mobiliers et matériels :	3 à 10 ans (méthode linéaire ou dégressive)
- Logiciels :	3 ans (méthode linéaire)

– Fonds de commerce

Le fonds de commerce ne fait l'objet d'aucun amortissement. A chaque clôture, la société valorise le fonds de commerce selon une approche multi critères. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée. Il est composé essentiellement de portefeuilles de clientèle banque privée achetés par AGF Private Banking, société qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine en 2009 à Allianz Banque.

– Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC N°2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les crédits sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les commissions d'apporteurs versées à la souscription d'un crédit sont étalées de manière actuarielle aux taux d'intérêt effectif.

Ces commissions sont présentées en produits d'intérêts au P.N.B, et sont intégrées aux comptes d'encours de crédit concernés au bilan.

– Créances douteuses

– Classement

Sont classés en encours sains les crédits sans contestation d'incident de paiement de plus de 3 mois, ou avec incident constaté antérieurement à une reprise des paiements selon les modalités contractuelles ; les créances restructurées pour lesquelles aucun incident n'est constaté sont également classées en créances saines.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- Impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédit
- Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés s'ils ne sont pas couverts par une garantie.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

– Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet dossier par dossier d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pour les crédits adossés à des avoirs financiers (sauf cas des crédits pour acquisition de parts de SCPI) et les crédits aux sociétés (notamment encours résiduel de promotion immobilière issus de la Banque du Phénix), ou selon une méthode statistique appliquée sur des portefeuilles homogènes de créances pour les comptes ordinaires débiteurs, les prêts personnels et crédits permanents consentis à des particuliers. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés. Les crédits à la consommation non garantis par des avoirs financiers adossés font l'objet d'une dépréciation dès constatation d'un premier impayé.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « *Coût du risque* », à l'exception des dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le Produit Net Bancaire. Conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés. En conséquence, seules les créances contentieuses ont fait l'objet d'une provision pour actualisation. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

– Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de change au comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les engagements de change à terme suivent la même règle.

– Portefeuille de titres

Les titres sont classifiés en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor, obligations, titres de créances négociables du secteur public), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables, titres du marché interbancaire, parts de Fonds Communs de Créances), actions et autres titres à revenu variable. Leur portefeuille de destination - transaction, placement, investissement - correspond à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation décrites dans les paragraphes suivants.

1. Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide (intention de revente à brève échéance, en tout état de cause inférieure à 6 mois) sont enregistrés frais d'achat exclus et coupon courus inclus, et évalués individuellement à l'arrêté des comptes à leur prix de marché. Les plus et moins-values résultant de la différence entre ces deux termes sont immédiatement constatées en résultat.

2. Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis avec une intention de les conserver plus de 6 mois, sans nécessairement les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat, hors frais d'acquisition (directement portés en charges) et hors intérêts courus non échus pour les titres dits à revenu fixe. Les intérêts courus non échus sont inscrits en créances rattachées, et les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres fait l'objet d'un étalement en compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lors de cessions, le prix de revient des titres est calculé suivant la méthode « *Premier entré, premier sorti* » (FIFO).

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués individuellement :

- Sur la base du cours de bourse à la date d'arrêté pour les titres cotés,
- Sur la base de la valeur liquidative au 31 décembre ou dernière valeur liquidative connue pour les parts d'O.P.C.V.M.,
- Sur la valeur probable de négociation pour les titres non cotés et, en l'absence d'autres informations, d'après le prix de la dernière transaction réalisée.

Les moins-values latentes, corrigées des gains latents sur les instruments de couverture le cas échéant, font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

3. Titres d'investissement

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres dits à revenu fixe (obligations, titres du marché interbancaire, bons du Trésor et autres titres de créances négociables) acquis avec l'intention de les conserver durablement, c'est-à-dire jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture par un instrument de taux d'intérêt portant sur leur durée de vie résiduelle. Cette catégorie peut également inclure des titres à revenu fixe ayant fait l'objet d'un transfert depuis la catégorie « *Titres de placement* » à l'occasion d'un changement de stratégie provoqué par une situation exceptionnelle de marché ou lorsque ces titres ne sont plus négociables sur un marché actif (règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables). L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres, ou la provision éventuelle transférée de la catégorie « *Titres de placement* », font l'objet d'un étalement au compte de résultat et au bilan sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. A chaque arrêté comptable, les intérêts courus des titres à revenu fixe à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont comptabilisés en complément de la créance à l'actif, dans le même compte.

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est jugée susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est constituée.

4. Titres de participation et filiales

Sont enregistrés dans cette catégorie les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de l'établissement. Ces titres sont enregistrés à leur prix de revient, hors frais. A la clôture de l'exercice, soit ces titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, soit le cas échéant, ils font l'objet

d'une dépréciation fondée sur leur valeur d'usage appréciée en fonction du marché, de l'utilité, du cours de bourse ou de la quote-part d'actif net. Les revenus de dividendes attachés aux titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « *Revenus des titres à revenu variable* »

5. Titres de l'activité de portefeuille

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans exercer d'intervention dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus. Lors de la clôture de l'exercice, l'évaluation est fondée sur la valeur de marché déterminée titre par titre.

6. Titres mis en pension

Les titres mis en pension figurent à l'actif du bilan dans leur portefeuille d'origine. La dette correspondante est portée au passif, pour la valeur au contrat, dans les postes « *Dettes envers les établissements de crédit* » ou « *Comptes créditeurs de la clientèle* ». Les résultats sur titres donnés en pension sont déterminés selon les règles applicables à la catégorie de portefeuille (transaction, placement ou investissement) dont ils sont issus.

Les titres reçus en pension sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance, en « *Créances sur les établissements de crédit* » ou « *Créances sur la clientèle* ». Les charges et produits d'intérêts relatifs aux titres mis ou reçus en pension sont comptabilisés prorata temporis. En cas de variation significative de la valeur des titres donnés en pension, Allianz Banque appelle une marge auprès de ses contreparties. La banque peut aussi être appelée par ses contreparties, dans le cas de titres reçus en pension.

– Dettes représentées par un titre

Les intérêts capitalisés des emprunts à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont enregistrés en complément de la dette au passif, dans le même compte que l'emprunt. Les frais engagés à l'occasion de l'émission de tels emprunts sont amortis linéairement sur la durée de vie de l'emprunt correspondant et figurent en charges à répartir. Pour tous les emprunts émis, les intérêts sont comptabilisés en charges pour leur montant couru, calculé prorata temporis sur la base des taux contractuels, cependant ils peuvent être également être portés en compte de produits suite à l'impact des taux négatifs

– Opérations sur instruments financiers à terme

La banque peut intervenir sur les différents marchés nationaux et internationaux, soit dans le cadre d'opérations de gestion des risques de taux et de change, soit pour effectuer des opérations d'arbitrage ou de spéculation.

Les engagements relatifs à ces opérations sont enregistrés dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats (égale au prix d'exercice pour les options). Les résultats sont comptabilisés selon la finalité des opérations et les marchés concernés.

1. Opérations de couverture

Les gains et pertes relatifs aux instruments utilisés pour réaliser une couverture, affectée dès l'origine à un élément ou à un ensemble d'éléments identifiés, sont enregistrés en résultat symétriquement à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

2. Opérations spéculatives

Les contrats de taux d'intérêt à terme ferme ou conditionnel, échangés sur des marchés organisés ou assimilés (Notionnel, Euribor, ...), sont évalués à leur prix de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants, latents ou réalisés, sont portés en résultat.

En ce qui concerne les autres instruments de taux d'intérêt à terme, seules les différences d'évaluation négatives nettes, c'est-à-dire les moins-values nettes latentes par ensembles homogènes de contrats, sont enregistrées en résultat par le biais de provisions pour pertes et charges.

Pour les contrats de change à terme conditionnel (options de change), les primes payées ou perçues sont enregistrées dans les rubriques « *Autres actifs* » ou « *Autres passifs* » et font l'objet, pour les opérations non dénouées à la clôture, d'une réévaluation « *mark to market* », les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice.

– Frais de personnel

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

– Opérations en participation

Les opérations de crédits faites dans le cadre de sociétés en participation dont Allianz Banque est gérante sont inscrites dans le bilan et le compte de résultat de façon détaillée ; la part de résultat revenant aux coparticipants étant inscrite en charge ou en produit simultanément.

– Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Seuls les actifs d'impôts différés, après la prise en compte de tous les passifs d'impôts différés, dont la récupération est probable sont portés à l'actif du bilan. Cette capacité de récupération n'est pas présumée probable lorsque l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. L'analyse de la situation du groupe Allianz Banque a conclu qu'il convenait d'activer des impôts différés.

– Provisions

Les provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables.

Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation vis-à-vis des tiers sans contrepartie future.

– Droit Compte Personnel de formation

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « *Formation tout au long de ma vie dans les Banques* », ouvre, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans, mais plafonné à 120 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits DIF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits DIF après un délai de carence de 4 mois.

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « *Formation tout au long de ma vie dans les Banques* », met fin au DIF et le remplace par un compte personnel de formation. L'alimentation du CPF se fait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, à hauteur de 24 heures minimum par an, cumulable sur une période de cinq ans, puis 12 heures par an les années suivantes avec un plafond maximum de 150 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits CPF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits CPF après un délai de carence de 4 mois. Les heures acquises par les salariés au 31/12/2014 dans le cadre du DIF sont reportables dans le CPF sur initiative des salariés à l'ouverture de leur CPF.

– Engagements en matière de retraite

Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées selon les termes du nouvel accord d'entreprise d'Allianz Banque signé en août 2001. Suite à l'application de la norme IFRS 19 modifiée dans le groupe Allianz, AZB a choisi pour ses comptes sociaux de comptabiliser en compte de résultat les écarts actuariels. La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 696 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

La provision pour primes de médailles du travail est passée en 2016 de 214 milliers d'euros à 220 milliers d'euros.

– CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a été créé pour aider les entreprises à financer leur compétitivité. Il est assis sur les rémunérations n'excédant pas deux fois et demie le salaire minimum de croissance que les entreprises versent à leurs salariés au cours de l'année civile. Le taux est de 6%.

Le CICE est comptabilisé en produits dans la rubrique charges de personnel en contrepartie d'un compte de débiteurs divers et contribuera à diminuer le paiement de l'Impôt sur les sociétés ou sera remboursé au bout de 3 ans si l'imputation n'a pas été possible.

– Politique de rémunération

Le Conseil d'Administration arrête les principes de la politique de rémunération de l'établissement et valide les propositions de la Direction Générale sans recourir à un Comité de Rémunération. Il assure la consultation annuelle de l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'enveloppe de rémunération. Le comité d'Audit et des Risques est informé de la politique de rémunération afin de vérifier notamment la compatibilité des rémunérations avec les facteurs risques de l'entreprise.

Seules les rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont gérées par le Comité de Rémunération d'Allianz France et seul le bonus du Directeur Général est étalé.

Le Directeur Général bénéficie, en tant que Allianz Senior Exécutive, d'une rémunération conforme à ce statut Allianz (et approuvé chaque année par le comité de rémunération groupe), avec une part variable versée au cours de l'exercice suivant, dont une partie est cependant versée sous la forme de part représentative du titre Allianz RSU (Restricted Stock Unit) et déblocable après une période de 4 ans suivant la date d'attribution.

Les critères de bonus du Directeur Général comportent une part de 50% du bonus directement liés aux résultats financiers d'Allianz France. Ce bonus n'a pas de référence explicite aux résultats économiques et comptables des activités de marché. La fixation annuelle du bonus en fonction des résultats obtenus est déterminée d'une part en comité de rémunération d'Allianz France et, d'autre part, remontée au comité de rémunération d'Allianz SE. Une clause spécifique permet de diminuer, voire d'annuler cette part variable de rémunération en fonction de prises de risques excessives impactant la rentabilité de l'entreprise.

– Comptes inactifs

Conformément à la définition des comptes inactifs présent dans l'article L312-19 du Code Monétaire et Financier, Allianz Banque a 26 186 comptes représentant un encours de 14 M€.

4. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture

2. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. : Effets publics et valeurs assimilées

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	68 790		68 790	40 353		40 353
Créances rattachées	436		436	892		892
Total brut	69 226		69 226	41 245		41 245
Dépréciations	-1		-1			
Total net	69 225		69 225	41 245		41 245
Résultat latent du portefeuille titres						
- Plus-values latentes	526		526	93		93
- Moins-values latentes	1		1			
- Dépréciées à hauteur de :	1		1			
- Non comptabilisées en résultat						
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
- Décôtes						
- Amorties à hauteur de						

- Surcôtes	-2 445	-2 445	-3 030	-3 030
- Amorties à hauteur de	700	700	2 677	2 677

Note 2. : Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	22 387		22 387	10 889		10 889
Prêts, valeurs reçues en pension		68 299	68 299		84 913	84 913
Créances rattachées		545	545		56	56
Total	22 387	68 844	91 231	10 889	84 969	95 858

Note 3. : Opérations avec la clientèle - Actif

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	822 598	826 012
Créances rattachées	1 985	2 093
Comptes ordinaires	13 730	15 253
Créances rattachées	73	86
Créances douteuses	24 934	27 419
dont douteux compromis	17 469	20 740
Créances rattachées	52	32
Dépréciations	-15 911	-20 268
dont dépréciation s/ douteux compromis	-15 369	-17 450
Total	847 461	850 627

Le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 64% contre 74% en 2015. Par rapport au total des créances, le taux de couverture est à l'identique de 2015 soit 2 %.

— Ventilation des encours par type de contrepartie :

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Entreprises	Particuliers	Total	Entreprises	Particuliers	Total
Comptes ordinaires débiteurs	14 499	909	15 408	12 232	3 021	15 253
Concours à la clientèle	34 854	786 066	820 920	36 263	789 749	826 012
Encours douteux net	0	9 075	9 075	0	7 183	7 183
Créances rattachées hors douteux	37	2 021	2 058	54	2 125	2 179
Total	49 390	798 071	847 461	48 549	802 078	850 627

Note 4. : Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	49 322	0	49 322	325 134	0	325 134
Créances rattachées	1 153	0	1 153	3 497	0	3 497
Total brut	50 475	0	50 475	328 631	0	328 631
Dépréciations	-43	0	-43	-5 281	0	-5 281
Total net	50 432	0	50 432	323 350	0	323 350
Résultat latent du portefeuille titres						
- Plus-values latentes	140	0	140	1 094	0	1 094
- Moins-values latentes	43	0	43	4 680	0	4 680
- Dépréciées à hauteur de	43	0	43	4 680	0	4 680
- Non comptabilisées en résultat	0	0	0	0	0	0

Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
- Décôtes	0	0	0	76	0	76
- Amorties à hauteur de	0	0	0	56	0	56
- Surcôtes	-3 944	0	-3 944	-9 184	0	-9 184
- Amorties à hauteur de	-2 721	0	-2 721	-5 414	0	-5 414

Suite à la cession du dernier titre appartenant au portefeuille en gestion extinctive dit « *Run- Off Portfolio* », le portefeuille de titre à revenu fixe est désormais uniquement composé de titres investis pour constituer un coussin de liquidité.

Aucune modification du classement comptable des actifs concernés n'est intervenue.

Note 5. : Actions et autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Titres détenus	6 624	6 778
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres	-5 480	-4 673
Total net	1 144	2 105
Résultat latent du portefeuille titres		
Plus-values latentes	18	21
Moins-values latentes	5 480	3 562
- Dépréciées à hauteur de	5 480	3 562
- Non comptabilisées en résultat	0	

Sont inclus dans les titres détenus, les derniers investissements du portefeuille en gestion extinctive dit « *Run-Off Portfolio* », composés de deux titres pour un montant net de 1,1 M€.

Note 6. : Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

1. Variation de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Participations				
Valeur brute	17	1		18
Dépréciations	-2		1	-1
Valeur nette	15	1	1	17
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	672	1	43	630
Dépréciations	0			0
Valeur nette	672	1	43	630
Entreprises liées				
Valeur brute	3			3
Dépréciations	0			0
Valeur nette	3			3

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fond de garantie pour 396 milliers d'euros.

2. Liste des filiales et participations

Forme Juridique / Sociétés / Siège social En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission & réserves	Quote-part capital détenue	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
S.A. Immovalor 25, rue Louis le Grand 75002 Paris	553	3 378	NS	2 808 (2)	3	3
S.A. ALLIANZ Iart 87, rue de Richelieu – 75002 Paris	991 967	690 425	NS	343 892 (1)	1	1
S.C.P.I. Allianz DomiDurable Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	84 035	1 824	NS	1 967 (2)	1	1
S.C.P.I. Allianz DomiDurable 2	47 575	1 571	NS	579 (2)	1	1

Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I. Allianz DomiDurable 3	17046 (4)	1 698	NS	-9 (3)	1	1
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I. Allianz DomiDurable 4			NS	- (3)	1	1
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I. Sofipierre (ex Habitapierre 2)	22 099	28 568	NS	3 741 (2)	1	1
303, square des Champs Elysées 91026 Evry Cedex						
S.C.P.I Allianz Pierre	445 803	229 662	NS	37 658 (2)	5	5
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I Domivalor	16 196	308	NS	422 (2)	2	2
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I Domivalor 2	19 580	220	NS	592 (2)	1	1
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I Domivalor 3	41 974	617	NS	1 197 (2)	2	1
Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex S.C.P.I Domivalor 4	205 283	3 870	NS	5 721 (2)	1	1
(1) bilan au 31 décembre 2016						
(2) bilan au 31/12/2015						
(3) société en cours de constitution						
(4) dont capital en cours de constitution 16 286 milliers d'euros						

3. Opérations avec les entreprises liées et participations

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Total du poste	Entreprises liées	%	Total du poste	Entreprises liées	%
Actif						
Créances sur établissements de crédit	91 231			95 858		
Créances clientèles	847 461	14 482	2%	850 627	12 223	1%
Titres à revenu fixe	50 432			323 350		
Autres actifs	44 081	3 265	7%	40 162	2 358	6%
		572			1 067	
		1 555			810	
		2 602			0	
		0			0	
		0			705	
		0			0	
		-1 464			0	
		0			1 897	
		0			0	
Comptes de régularisation	15 699	2 747	17%	23 001	1 714	7%
Passif						
Dettes sur établissement de crédit	14 043			13 385		
Opérations avec la clientèle	521 212		0%	548 070	0	0%
Dettes représentées par un titre	522 499			670 321		
Autres passifs	14 480	1 067	7%	16 521	1 374	8%
Comptes de régularisation	13 165			12 710		

Les opérations réalisées avec les entreprises liées considérées comme significatives sont mentionnées, et ce uniquement à ce titre (aucune opération opérée avec des entités liées définie dans le règlement 99-02 n'existe), les opérations étant réalisées à des conditions normales de marché.

Note 7. : Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation	Variation dépréciation	Diminution	31/12/2016
Immobilisations corporelles					
Montant brut	479	5		21	463
Amortissements	-217	-66		-14	-269
Montant net	262	-61	0	7	194
Immobilisations incorporelles					
Montant brut	6 744				6 744
Amortissements	-6 744				-6 744
Montant net	0			0	0

Note 8. : Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Etat	1 729	1 387
Prime épargne-logement		
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	0	0
Dépôts de garantie versés	37 968	
Opérations sur titres	478	14
Autres débiteurs divers	3 200	38 029
Créances rattachées	706	732
Capital souscrit non versé		
Total	44 081	40 162

En 2015, les appels de marge sur swaps étaient présentés avec les autres débiteurs divers pour un montant de 31 120 milliers d'€.

En 2016, les appels de marge sur swaps sont sur la ligne dépôts de garantie versés.

Note 9. : Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs à l'encaissement	2 179	8 900
Comptes d'ajustement	9	0
Primes émission TCN et emprunts obligataires	43	
Charges constatées d'avance	124	138
Produits à recevoir	8 457	6 455
Comptes de régularisation divers	549	98
Impôts différés actif	4 338	6 323
Total	15 699	21 914

Note 10. : Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
Dettes rattachées sur comptes d'épargne						
Comptes ordinaires	14 043	-	14 043	8 034	-	8 034
	1 867		1 867	650		649
	12 176		12 176	2 942		2 942
Comptes à terme et emprunts						
Titres donnés en pension livrée					5 350	5 350
Dettes rattachées					1	1
Total	14 043	0	14 043	8 034	5 351	13 385

Note 11. : Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	322 613		322 613	352 605		352 605
Dettes rattachées sur compte d'épargne à régime spécial	870		870	0		0
Comptes ordinaires	197 018		197 018	194 690		194 690
Comptes à terme et emprunts		676	676		739	739
Titres et valeurs donnés en pension						
Dettes rattachées	35	0	35	36	0	36
Total	520 536	676	521 212	547 331	739	548 070

Note 12. : Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	522 500	-1	522 499	670 000	321	670 321
Emprunts obligataires						
Total	522 500	-1	522 499	670 000	321	670 321

Note 13. : Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus		
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	870	
Etat	629	808
Impôts différés passifs		
Rémunérations dues au personnel	3 149	3 304
Charges sociales	484	694
Versements sur titres restant à effectuer		
Opérations sur titres	4 255	4 183
Divers	5 094	7 532
Total	14 481	16 521

Note 14. : Comptes de régularisations - Passif

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	3 335	2 888
Produits constatés d'avance	876	1 006
Charges à payer	7 319	7 377
Comptes d'ajustement	0	24
Comptes de régularisation divers	1 635	1 415
Total	13 165	12 710

Note 15. : Provisions**1. Provisions sur opérations bancaires**

En milliers d'euros	31/12/2015	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2016
			Utilisées	Non utilisées		

Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature et risques de contreparties	1 752	0	-14	-166		1 572
Provisions sur instruments financiers à terme	13 372	200		-2 641		10 931
Autres provisions bancaires	160	0	-160	0		0
Total	15 284	200	-174	-2 807		12 503

2. Autres provisions

En milliers d'euros	31/12/2015	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2016
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions pour engagements sociaux	951	247	-51	-130		1 017
Provisions pour frais administratifs	300	83	-83	-300		0
Autres provisions (1)	0	721				721
Total	1 251	1 051	-134	-430		1 738

(1) cet agrégat inclut les conséquences du contrôle fiscal portant sur les années 2013 - 2014.

3. Total provisions

En milliers d'euros	31/12/2015	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2016
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	15 284	200	-174	-2 807		12 503
Autres provisions	1 251	1 051	-134	-430		1 738
Total	16 535	1 251	-308	-3 237		14 241

Note 16. : Capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2015	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2016
Capital	92 253			92 253
Prime d'émission	259			259
Total réserves	20 376			20 376
- Réserve légale	20 201			20 201
- Réserves facultatives	174			174
Provisions règlementées	92			92
Report à nouveau	140	49		189
- Résultat	7 232	-7 232	5 289	5 289
- Dividendes		7 183		
Total	120 352	0	5 289	118 458

Le capital social d'Allianz Banque s'élève à 92 252 768,19 euros, divisé en 22 445 929 actions de euros de 4,11 nominal.

Note 17. : Ventilation de certains actifs / passifs selon la durée résiduelle

En milliers d'euros	A vue	Eléments non ventilables	D < 3 mois	3 M < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Dettes et créances rattachées	31/12/2016
Actif								
Créances sur établissements de crédit	22 387	0	68 299	0	0	0	545	91 231
Créances sur la clientèle	13 730	11 733	66 343	48 822	223 200	481 523	2 110	847 461
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	13 885	13 557	21 837	0	1 153	50 432
Passif								
Dettes envers les établissements de crédit	14 043	0	0	0	0	0	0	14 043
Dettes envers la clientèle	519 630	0	670	0	7	0	905	521 212
Dettes représentées par un titre	0	0	90 000	225 500	207 000	0	-1	522 499

Note 18. : Engagement de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés	77 813	178 545
<i>Engagements de financement</i>	<i>66 945</i>	<i>78 430</i>
- En faveur de la clientèle	66 945	78 430
<i>Engagements de garantie</i>	<i>10 868</i>	<i>100 115</i>
- D'ordre d'établissements de crédit	55	392
- D'ordre de la clientèle (1)	10 813	99 723
<i>Engagements sur titres</i>		
- Autres engagements donnés		
Engagements reçus	1 984 606	2 069 534
<i>Engagements de financement</i>	<i>30 222</i>	<i>55 564</i>
- Reçus des établissements de crédit (2)	30 222	55 564
<i>Engagements de garantie</i>	<i>1 953 848</i>	<i>2 013 213</i>
- Reçus de la Clientèle (3)	1 953 848	2 013 213
<i>Engagements sur titres</i>	<i>536</i>	<i>758</i>
- Autres engagements reçus	536	758
<i>(1) Allianz Banque garantissait en 2015 la valeur liquidative des parts prioritaires de plusieurs FCP émis par Allianz, valeur majorée d'une performance indexée sur différents indices</i>		
<i>(2) Engagement de financement reçu correspondant à l'accès au refinancement de l'Euro système en contrepartie des titres gagés auprès de la Banque de France dans le cadre de la gestion globale des garanties (Pool 3 G).</i>		
<i>(3) Garanties reçues de la clientèle dans le cadre de l'octroi de crédits et de cautions par Allianz Banque composées principalement d'assurances-vie (montants non repris dans le tableau page 1 qui ne présente que les garanties reçues d'établissements de crédit.</i>		

Note 19. : Opérations sur instruments financiers à terme par types de contrat (valeurs nominales)

1. Engagements en montants notionnels (1)

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Sur marchés de gré à gré	302 000	311 200	613 200	501 000	449 950	950 950
Swaps de taux	302 000	311 200	613 200	501 000	449 950	950 950
Sur marchés organisés	162 000	81 750	243 750			
Swaps de taux	162 000	81 750	243 750			
Options de taux						
Total	464 000	392 950	856 950	501 000	449 950	950 950
<i>(1) Les swaps sont déclarés uniquement pour la branche prêteuse</i>						

Conformément au règlement 648/2012 Emir, les nouveaux swaps sont négociés en chambre de compensation

Il n'y a pas eu en 2016 et en 2015 d'opérations ayant fait l'objet d'un changement de catégorie au cours de l'exercice.

2. Engagements en « juste valeur »

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Swaps de taux	-39 981	-10 866	-50 847	-37 067	-13 158	-50 225
Total	-39 981	-10 866	-50 847	-37 067	-13 158	-50 225

3. Equivalent risque de crédit (1)

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	2 288	5 162
Clientèle		-

Total	2 288	5 162
<i>(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV</i>		

4. Echéancier

En milliers d'euros	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Sur marchés de gré à gré	214 200	172 000	227 000	613 200
- Swaps de taux	214 200	172 000	227 000	613 200
Sur marchés organisés	20 200	110 550	113 000	243 750
- Swaps de taux	20 200	110 550	113 000	243 750
Total	234 400	282 550	340 000	856 950

Note 20. : Actifs et passifs en devises**1. Engagements en montants nominaux**

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Opérations de change : monnaies à recevoir	962	2 738
Opérations de change : monnaies à livrer	958	2 769

2. Equivalent risque de crédit (1)

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	-	5
Clientèle	-	-
Total	0	5
<i>(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV</i>		

Note 21. : Intérêts, produits et charges assimilées

En milliers d'euros	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-9 015	1 055	-8 184	1 772
Opérations avec la clientèle	-2 273	32 669	-1 915	33 703
Obligations et autres titres à revenu fixe	-4 271	4 922	-5 980	8 341
Autres opérations	0	0	0	0
Total	-15 559	38 646	-16 079	43 816

Note 22. : Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Titres de placement	32	120
Participations et activités de portefeuille	10	2
Parts dans les entreprises liées	1	1
Total	43	123

Note 23. : Commissions

En milliers d'euros	31/12/2016		31/12/2015	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle	-8 654	2 773	-9 049	2 748
Opérations sur titres	-1	0	0	0
Opérations de change	0	4	0	3
Opérations de hors bilan	-4	0	0	0

Opérations sur moyens de paiement	-2 261	2 033	-2 335	2 324
Prestations de services financiers (1)	-2 141	23 918	-1 921	11 274
Total	-13 061	28 728	-13 305	16 349

(1) Les indemnités reçues dans le cadre de la cession des actions VISA Europe sont comptabilisées pour un montant de 1,7 M €.

Note 24. : Gains et pertes sur portefeuille de négociation

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres de transactions		
Opérations de change	172	107
Opérations sur instruments financiers	-1 305	-553
De taux d'intérêt	-1 305	-553
De cours de change		
Divers		
Total	-1 133	-446

Note 25. : Gains et pertes sur portefeuille de placement

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	31	23
Moins-values de cession	-3 210	0
Dotations aux dépréciations	-808	-3 680
Reprises des dépréciations	4 638	1 266
Autres opérations sur IFT		
Total	651	-2 391

Note 26. : Charges et produits d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Quote-part des partenaires sur opérations bancaires faites en commun	-114		-114	-227		-227
Pertes & gains sur S.N.C.						
Produits rétrocédés & Charges refacturées	-10 350		-10 350			
Dotations & reprises de dépréciations		160	160	-160		-160
Autres charges et produits (1)	-591	5 295	4 704	-279	5 275	4 996
Total	-11 055	5 455	-5 600	-666	5 275	4 609

(1) La subvention reçue du Groupe, par Allianz Banque, en rémunération de son apport commercial est de 2 millions en décembre 2016, identique à 2015.

Note 27. : Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel	-10 270	-8 567
Salaires et traitements	-5 971	-5 866
Charges sociales	-3 394	-3 354
dont charges de retraite	-654	-609
Intéressement et participation	-443	-528
Impôts et taxes afférentes	-890	-876
Charges de personnel refacturées	495	586
Autres charges du personnel	0	62
Provisions pour charges de personnel	-67	1 409
dont provision pour indemnités de départ à la retraite	-71	102

Autres frais administratifs	-12 964	-13 496
Impôts et taxes	-346	-206
Services extérieurs	-13 003	-13 387
<i>dont commissions apporteurs</i>	-432	-837
Charges refacturées	85	97
Provisions pour frais administratifs	300	0
Total	-23 234	-22 063

Le montant correspondant aux dépenses de Commissariat aux comptes s'élève à 152 milliers d'euros hors taxes en 2016 à l'identique de 2015.

Le crédit d'impôt compétitivité s'élève à 107 milliers d'euros, ce montant a contribué au financement des formations permettant d'améliorer les compétences des salariés entre autres sur les domaines réglementaires, les produits et les techniques bancaires.

Effectif moyen équivalent temps plein	31/12/2016	31/12/2015
Employés	61	46
Cadres	53	69
Total	114	115

L'ensemble des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction d'Allianz Banque s'est élevé à 407 milliers d'euros pour l'exercice 2016.

Note 28. : Coût du risque

En milliers d'euros		31/12/2016	31/12/2015
Créances	Dotations	-537	-2 557
	Autres dotations provisions		
	Reprises	3 813	2 442
	Reprises utilisées	3 813	1 736
	Reprises devenues disponibles	0	706
	Récupération sur créances amorties	33	106
Risque hors-bilan	Dotations (1)		
	Reprises utilisées	1	4 991
	Reprises devenues disponibles	141	1 979
Créances irrécouvrables	Couvertes	-3 355	-6 727
	Non couvertes	-106	-34
Solde		-10	200

Note 29. : Impôts sur les bénéfices

Allianz Banque est intégrée fiscalement auprès de la société Allianz Holding France depuis le 1er janvier 2008 (date d'intégration de la société dont la dénomination sociale était alors Banque AGF). La convention d'intégration stipule que l'impôt à la charge de Allianz Banque correspond au montant qui aurait grevé son résultat si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Impôts sur exercices antérieurs	-662	-6
Impôts de l'exercice	-1 465	-2 608
Impôts différés sur exercices antérieurs	46	0
Impôts différés	-2 031	-1 167
Total	-4 112	-3 781

Note 30. : Comptes consolidés

Les comptes d'Allianz Banque sont consolidés par intégration globale auprès d'Allianz France, qui détient 100% du capital.

Note 31. : Risques souverains

En milliers d'euros	Créances	Garanties données (1)	Garanties reçues (2)	Total
Royaume d'Espagne	14 047			14 047
République française (1)	107 177		14 167	121 344
République d'Irlande	9 144			9 144
Total	130 368	-	14 167	144 535

(1) les garanties reçues correspondent à des titres OAT

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Art. 133 - 135 et 148 du Décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (en euros)	202 013 361	202 013 361	92 252 768	92 252 768	92 252 768
b) Actions et parts sociales					
Composant le capital social					
- Nombre	22 445 929	22 445 929	22 445 929	22 445 929	22 445 929
- Valeur nominale (en euros)	9	9	4	4,11	4,11
Emises au cours de l'exercice					
- Nombre	0	0	0	0	0
- Valeur nominale (en euros)	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercice (en Euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	72 708 481	79 168 015	63 737 862	65 233 835	74 629 610
b) Résultat avant impôts et charges calculées	-20 323 462	-842 244	4 061 705	8 561 647	3 255 075
c) Impôt sur les bénéfices	9 057 283	-5 291 499	-2 431 125	-3 781 247	-3 444 187
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	95 286	128 181	111 612	76 319	123 915
e) Résultat après impôts et charges calculées	-17 267 403	10 100 212	4 805 579	7 232 204	5 289 120
f) Montant des résultats distribués	0	9 876 209	4 713 645	7 182 697	5 162 564
III - Résultats des opérations réduits à une seule action (En Euros)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	-0,50	-0,27	0,07	0,21	-0,01
b) Résultat après impôts et charges calculées	-0,77	0,45	0,21	0,32	0,23
c) Dividende versé à chaque action	0,00	0,44	0,21	0,32	0,23
IV - Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	167	147	124	117	114
b) Montant de la masse salariale de l'exercice (en euros)	8 941 977	7 776 985	6 695 910	5 912 799	6 008 092
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...) (En euros)	4 925 591	4 337 594	3 583 154	3 232 825	3 263 554

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société Allianz Banque S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

— Dépréciations et provisions des risques de crédit

Votre société constitue des dépréciations, dossier par dossier ou selon une approche statistique, pour traduire en comptabilité les risques de crédit, telles que présentées dans le paragraphe 1.3 de l'annexe relatif aux principes généraux et méthodes d'évaluation, et dans la note 3 de l'annexe relative aux opérations avec la clientèle.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

— Valorisation et dépréciation des instruments financiers

Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers à terme évalués à chaque arrêté selon les modalités décrites dans le paragraphe 1.3 de l'annexe relatif aux principes généraux et méthode d'évaluation, et dans les notes 4, 5, 6 et 19 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes annexes. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons mis en œuvre des tests afin de vérifier par sondage la correcte application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 3 mai 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit FS I
Isabelle Goalec
Associée

Expertise et Audit S.A.
Sébastien Martineau
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport Général de Gestion est mis à la disposition du public à l'adresse suivante : - KPMG – Tour EQHO –2 Avenue Gambetta 92066 Paris La Défense Cedex

1703205